



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 106 - 5 Avril 1982 PRIX : 2 F

dans ce numéro

*SOMMAIRE
AU VERSO*

SENEGAL : musulmans ou pas les capitalistes sont des capitalistes

COOPERATION FRANCO-MALIENNE : la domination continue

CAMEROUN : fermeture manu-militari du camp de réfugiés tchadiens

LA LIBERATION DE LA FEMME PASSE PAR UNE TRANSFORMATION PROFONDE DE LA SOCIÉTÉ

MADAGASCAR : Ratsiraka et les jésuites : le torchon brûle-t-il ?

ETC...ETC...

IMMIGRATION : régularisation



de tous
les

"sans-papiers"!

sommaire

EDITORIAL : immigration

Page 3 : SENEGAL

Musulmans ou pas, les capitalistes sont des capitalistes

Page 4 : COOPERATION

FRANCO-MALIENNE : la domination continue

Page 5 : MALI :

le nouveau passeport: un moyen de plus pour soutirer de l'argent aux travailleurs

- OUA : coalition autour de Hassan II contre le Front Polisario

Page 6 : CAMEROUN :

fermeture manu-militari du camp de réfugiés tchadiens

- ACTUS : pour le socialisme ou le nationalisme ?

Page 9 : LA LIBERATION

DE LA FEMME passe par une transformation profonde de nos sociétés

Page 10 : MADAGASCAR :

Ratsiraka et les jésuites : le torchon brûle-t-il ?

Page 13 : SALVADOR : des élections sous la

contrainte des armes

abonnements

France : 1 an

pli ouvert : 24 F

pli fermé : 48 F

Autres pays :

écrire au journal

Adresse : Combat Ouvrier

"Pour le PAT"

BP 145

75 023 Paris Cedex

éditorial

IMMIGRATION : RÉGULARISATION DE TOUS
LES "SANS PAPIERS"!

Le 31 mars était la date à laquelle le gouvernement de Mitterrand devait donner une réponse à la demande de régularisation de 140 000 "clandestins". Jusqu'à présent 60 000 seulement ont été régularisés. Car à la préfecture on exige toujours aux travailleurs dits "clandestins" d'apporter la preuve de leur arrivée en France avant le premier janvier 81 et d'avoir un emploi stable.

Ces deux exigences des autorités françaises constituent un obstacle majeur à la régularisation des sans papiers. D'ailleurs le gouvernement de Mitterrand sait bien que beaucoup de travailleurs clandestins sont arrivés après la date indiquée. Et nombre d'entre eux travaillent en interim ou ne travaillent pas du tout.

Le gouvernement dit de gauche de Maurois et de Fiterman osera-t-il mener la même politique que Giscard-Chirac, envers les immigrés, alors que lorsqu'ils étaient dans l'opposition ils dénonçaient cette politique ? En tout cas les immigrés ne font pas confiance aux déclarations de François Autain (Secrétaire d'Etat) qui sont d'ailleurs peu rassurantes. Il a dit que la quasi-totalité des clandestins seront régularisés. Cela veut dire en clair qu'il n'envisage pas de régulariser tous les "clandestins".

Les sans-papiers ont sûrement compris cela depuis longtemps. Car depuis quelques mois on assiste à de nombreuses luttes : grèves de la faim dans les églises, manifestations dans les rues et devant les préfectures. Ainsi, le gouvernement finira-t-il par céder ou décidera-t-il d'expulser tous ceux qui ne remplissent pas les conditions arbitraires choisies par lui ? Il n'est pas impossible qu'il prenne la solution d'expulsion pour satisfaire certains sentiments anti-immigrés.

Car les dirigeants de gauche comme ceux de droite sont tous des représentants des intérêts de la bourgeoisie et non de ceux des travailleurs. Ils admettent volontiers les travailleurs immigrés comme des marchandises et non comme des hommes. Quand les affaires de la bourgeoisie marchent bien, ils admettent la présence des travailleurs immigrés. Et quand les affaires ne marchent plus bien, les immigrés sont bons à mettre à la porte.

Gouvernement de Gauche et gouvernement de Droite mènent tous deux la même politique anti-ouvrière.

SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS CLANDESTINS !

REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

SENEGAL

MUSULMANS OU PAS, LES CAPITALISTES SONT DES CAPITALISTES

Ces derniers temps on peut lire une curieuse publicité dans le journal "Le Soleil" (quotidien sénégalais). Elle commence par ces termes : "Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux". Ce n'est ni pour annoncer une cérémonie religieuse, ni pour une guerre sainte contre on ne sait quel ennemi.

C'est tout simplement pour la promotion d'un groupe financier, le "Daar Al-Maal Al-Islami (Holding)" qui lance une campagne de souscription au Sénégal.

Voici ce que dit entre autres cette publicité : "Allah a rendu licite le commerce et illicite l'intérêt"... "Profitez pour la première fois du nouveau système financier islamique en investissant selon les préceptes de la Charia (loi) islamique.(...) Délivrez la communauté musulmane du fléau du Riba (usure)"...etc.

Pour convaincre ceux qui sont encore sceptiques, on annonce que les opérations financières de ce groupe qui contrôle plusieurs banques de par le monde sont soumises au contrôle d'un "conseil religieux" dont les membres sont "choisis parmi les plus hautes instances religieuses, expertes de la Charia."

Enfin, tout un plat pour expliquer que derrière cette banque d'Allah il n'y a que des anges qui manient des milliards de francs sans intérêts ! Bien évidemment ce n'est sans taux d'intérêts que pour ceux qui y déposent leur argent (car la Charia interdit toute forme d'usure). Mais une fois l'argent déposé, il sera investi comme partout ailleurs dans n'importe quelle banque.

En fait derrière ce conseil religieux et ces experts de la Charia, il y a les experts capitalistes en chair et en os. Ils comptent sur la crédulité de nombreux croyants pour mener des affaires fructueuses.

Comme quoi les dirigeants politiques ne sont pas les seuls à utiliser la religion pour endormir les exploités. Les hommes d'affaires savent aussi l'utiliser pour faire fortune. D'ailleurs les uns et les autres sont souvent les mêmes. En tout cas ils font partie du même monde.

0
0000
0

COOPERATION FRANCO-MALIENNE

la domination continue

La 22^e session de la Commission Mixte Franco-Malienne s'est tenue à Bamako le mois dernier. La délégation française était dirigée par Jean Pierre Cot, ministre de la Coopération. C'était la première visite d'un ministre français depuis l'arrivée de Mitterrand au pouvoir.

Au cours de cette visite, Cot a déclaré qu'il est difficile de tirer un bilan de la coopération franco-malienne. Mais il a promis que la France accordera des aides nouvelles au régime de Moussa Traoré, plus particulièrement pour le développement de l'Office du Niger, c'est-à-dire la société créée par les colons français en 1932 et qui rapporte toujours de gros bénéfices aux capitalistes français.

Il a aussi vaguement promis des aides dans d'autres domaines comme l'élevage, la création de laboratoires de travaux publics, d'un programme urgent pour la régie des chemins de fer, l'entretien des routes bitumées et une aide alimentaire.

En échange de ces différentes promesses, Moussa Traoré et ses ministres ont fait des salamaleks à ce commis voyageur de l'impérialisme français. La 22^e session franco-malienne est restée dans sa logique, c'est-à-dire une coopération d'un pays dominateur avec un pays dominé. Et ce n'est pas l'arrivée au pouvoir des socialistes et de leurs alliés stalinien qui changera quelque chose à cette situation.

Car la gauche qui est au pouvoir aujourd'hui dirige le même appareil d'Etat bourgeois impérialiste qui n'a d'autre soucis que d'exploiter les prolétaires et paysans des pays dominés, aussi bien d'ailleurs que ceux de France.

Mitterrand, aujourd'hui chef de file de l'impérialisme français, a beau faire des déclarations bien intentionnées et verser démagogiquement des larmes de crocodile dans des conférences internationales sur le sous-développement des pays du Tiers - Monde, cela ne change rien.

D'ailleurs, même si les aides promises par Cot étaient réalisées, cela ne permettrait ni le développement du Mali ni ne modifierait les rapports de "coopération" qui existent depuis bien avant l'arrivée de Mitterrand au pouvoir. Mais les premiers bénéficiaires seront sûrement soit l'Etat français, par l'intermédiaire de ses sociétés nationalisées, comme le groupe CGE, soit les sociétés privées qui seront chargées d'effectuer les travaux, si travaux il y a.

Car il n'est pas impossible que nos dirigeants, toujours prompts à se remplir les poches, décident de détourner les miettes distribuées par l'impérialisme français.

0 0 0 0 0

0 0 0

0

MALI: LE NOUVEAU PASSEPORT

UN MOYEN DE PLUS POUR SOUTIRER DE L'ARGENT AUX TRAVAILLEURS

Sous le prétexte de répondre " aux exigences du public en matière d'esthétique " et en même temps pour respecter " les normes internationales de sécurité ", le gouvernement malien vient de créer un nouveau passeport.

Désormais c'est ce nouveau passeport qui remplacera l'ancien, une fois son délai expiré. Selon les autorités maliennes, il y a trop de fraudes et de trafics avec le modèle actuel. Elles précisent que le prix du passeport restera inchangé. Seulement, ajoutent-elles, si désormais les maliens devront payer 30 000 F Maliens au lieu de 20 000 comme avant, il ne s'agit là que d'une augmentation du prix des timbres fiscaux et non du passeport !

Voilà en fait un moyen de plus pour faire payer ceux qui sont obligés d'émigrer. Ceux-ci devront non seulement payer leur passeport plus cher mais ils auront aussi à affronter de nouvelles tracasseries administratives.

Ce sera une recette supplémentaire pour l'Etat et une aubaine pour ses fonctionnaires corrompus qui profiteront de l'occasion pour soutirer de l'argent en douce aux travailleurs en échange du fameux " document souple, résistant et élégant ".

Bref, cette " nouveauté " n'a rien de nouveau. Elle fait partie des vieilles recettes de l'Etat pour voler les petites gens.

* * * * *
* * * * *
* * * * *

O U A

COALITION AUTOUR DE HASSAN II CONTRE LE FRONT POLISARIO

L'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) est divisée en deux camps par les prétentions annexionistes du Maroc sur la RASD (République Arabe Saharaïque Démocratique). Cela remonte à février dernier quand l'admission de la RASD à l'OUA par une majorité de 26 pays membres a provoqué le départ de 19 autres d'une réunion de cette organisation à Addis Abéba.

Un mois plus tard, ce fut le tour des pays favorables aux Saharais de quitter la salle pour protester contre l'expulsion d'une délégation saharaise de Dakar alors qu'elle était venue participer à une réunion de l'OUA.

L'OUA, ce moyen de défense du pouvoir des dictateurs africains et des intérêts de leur maître impérialiste, est ainsi secouée de temps en temps par des querelles internes comparables à celles de gang.

Derrière Hassan II qui veut maintenir la RASD sous sa domination, se trouvent Diouf (le continuateur de la politique réactionnaire de Senghor) Bongo, Mobutu ... Et cela n'a rien d'étonnant car ces dictateurs ont été mis à la tête de leurs peuples par l'impérialisme précisément parce qu'ils avaient l'habitude de se ranger du côté des oppresseurs contre les opprimés.

Pour tenter de mettre fin à la division actuelle au sein de l'OUA, il est de plus en plus question de convoquer un sommet extraordinaire pour trouver un " compromis ".

Heureusement que les Saharais n'ont pas attendu les résolutions de l'OUA pour lutter pour l'indépendance.

CAMEROUN fermeture manu- militari du camp de réfugiés tchadiens

Il y a quelques semaines, le camp des réfugiés tchadiens de Kousseri a été fermé manu militari par le gouvernement de Ahidjo qui a l'habitude de la répression contre les masses sans défense.

Ainsi, sur les quelque vingt mille réfugiés qui continuaient de séjourner à Kousseri, 5 000 ont dû retourner à Ndjaména tandis que d'autres ont été déplacés dans la région de Poli - plus à l'intérieur du Cameroun.

En décidant la fermeture du camp des réfugiés, Ahidjo rend service à Goukouni qui a demandé l'éloignement des partisans de Habré parcequ'ils utilisaient Kousseri comme terrain d'agitation politique contre son gouvernement. D'autre part, Ahidjo craint peut-être aussi la possibilité d'un affrontement à Kousseri même entre partisans de Goukouni et ceux de Habré. Ce qui peut créer une situation difficilement contrôlable et dangereux pour la stabilité de son régime. D'ailleurs, cette crainte est ouvertement exprimée par les autorités camerounaises : le camp de Kousseri pouvait " à tout moment se transformer en un dangereux foyer de tension ".

Donc, la fermeture du camp de Kousseri est aussi une des mesures que prend Ahidjo pour empêcher les opposants camerounais de s'armer et par là-même, réduire les risques d'une rébellion éventuelle.

En effet, du fait de la proximité de la petite ville camerounaise avec Ndjaména, des armes peuvent passer facilement de l'une à l'autre. Et certains camerounais peuvent être tentés de s'armer.

De toute façon, la suppression du camp des réfugiés n'écartera pas indéfiniment le danger d'une révolte de la population camerounaise contre la dictature de Ahidjo. Car c'est son régime vomi qui contient les germes d'une telle révolte.

L'ACTUS

pour le socialisme ou le nationalisme ?

Il y a plus de onze mois fut créé ici dans l'immigration par un groupe d'intellectuels tchadiens l' "Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme " (ACTUS). Ils publient un journal " Perspectives " qui paraît en moyenne tous les deux mois.

Dans le n° 1 figure le programme politique; on peut y lire notamment : " l'ACTUS est une organisation politique anti-impérialiste dont la tâche essentielle sera de mobiliser les patriotes sur des problèmes nationaux tels que l'unité, l'indépendance et le socialisme (...) ". Dans le dernier numéro les dirigeants précisent que leur lutte se situe, pour le moment, sur le seul terrain politique pur; plus loin, ils ajoutent : " l'ACTUS (...) conduira inéluctablement à la naissance d'un parti d'avant-garde qui revendiquera le pouvoir avec le soutien des masses populaires ".

C'est une bonne chose de constater que certains intellectuels tchadiens ne se contentent pas seulement de leurs études pour avoir une bonne place dans l'administration. S'il existe des intellectuels qui posent le problème d'un parti qui se réclame des ouvriers, paysans, soldats, etc..., tant mieux. C'est une préoccupation fondamentale car, à notre connaissance, il n'existe pas encore au Tchad une telle organisation.

C'est également une bonne chose d'apprendre que l'ACTUS se fixe pour but "la destruction du système capitaliste au Tchad" et affirme que pour lui point n'est question du socialisme "longtemps galvaudé par certains intellectuels à la recherche d'un appui de masse" mais d'un "socialisme véritable". Soit !

Mais à y regarder de plus près, hélas il est à craindre que malheureusement le groupe ne soit en train de "galvauder le socialisme". Et pour cause !

Analysant dans le N° 2 l'expérience de la révolution prolétarienne de Russie en 1917 et celle de la résistance armée au Vietnam, l'ACTUS tire l'enseignement suivant : "Pour nous le choix de la création d'un Front anti-impérialiste (naturellement différent de ce qu'est le Frolinat) utilisant la stratégie de résistance armée ou une avant-garde révolutionnaire se servant de l'insurrection généralisée ne dépend que du parti révolutionnaire implanté dans les masses opprimées" mais aussi des conditions "locales et internationales".

De deux choses l'une : ou l'ACTUS se réclame de la révolution prolétarienne d'Octobre 1917 ; c'est-à-dire qu'elle cherche à construire une organisation prolétarienne de type bolchevique, indépendante de toute organisation bourgeoise ou petite bourgeoise, qui se fixe pour but la destruction de la société capitaliste non seulement au Tchad mais aussi dans le reste du monde, et son remplacement par une société communiste. Ou bien l'ACTUS est pour la création d'un Front anti-impérialiste genre FNL vietnamien. C'est-à-dire une organisation nationaliste, bourgeoise, utilisant un langage marxisant et s'appelant "Parti Communiste".

Pour nous, les deux révolutions sont de nature bien différente. La première est prolétarienne. Cette révolution a été dirigée par le parti bolchevique, organisation propre aux ouvriers, à laquelle s'est jointe la paysannerie pauvre. La révolution a détruit le fondement de la société capitaliste russe basée sur l'exploitation, dépossédé les bourgeois des biens volés, et socialisé les moyens privés de production. La seconde est bourgeoise. La révolution vietnamienne n'avait pas pour objectif la destruction du système capitaliste existant. Les vietnamiens s'étaient battus pour arracher un peu plus d'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

Mais les "marxistes" de l'ACTUS ne semblent faire aucune différence entre ces deux révolutions. Pour eux, une organisation peut être à la fois prolétarienne et bourgeoise ; en ce sens que ce sont les "conditions politiques locales et internationales" qui déterminent que l'ACTUS veut utiliser "la stratégie de résistance armée" comme au Vietnam ou "l'insurrection généralisée" comme en Russie.

En clair il semble que la révolution pour laquelle milite l'ACTUS ne dépend pas de la nature même de l'ACTUS (prolétarienne ou bourgeoise) mais des conditions objectives "locales et internationales".

.../...

C'est une façon bien commode pour cacher la nature véritable de l'ACTUS : une organisation nationaliste qui utilise une phraséologie marxiste.

Les dirigeants de l'ACTUS entretiennent la confusion au sujet des révolutions russe et vietnamienne pour ne pas avoir à se prononcer plus clairement sur la nature de leur organisation. Ce n'est pas un hasard si le drapeau derrière lequel se bat l'ACTUS n'est pas celui du prolétariat mais tout bonnement la carte géographique du Tchad qui figure à la couverture de "Perspectives". Ce n'est pas un hasard non plus si dans leur presse certains termes comme "patriotes", "notre pétrole", "notre uranium" reviennent souvent.

Le socialisme, selon l'ACTUS, ne serait qu'un moyen pour réaliser l'unité et l'indépendance nationales.

Ils le disent eux-mêmes dans "Perspectives" n° 5 : "la lutte de l'ACTUS est un maillon de la grande chaîne qui mène au socialisme, seul système politique, économique et culturel qui, en garantissant à notre peuple son indépendance, la liberté des individus qui le composent (...) pourra parfaire (souligné par nous) la construction de la nation tchadienne".

Pour nous, le socialisme est tout autre chose. C'est la destruction du système capitaliste fondé sur l'exploitation, la mise en commun des moyens de production. Nous militons pour un ordre économique plus humain, où on produira non pas pour le profit mais pour la satisfaction des besoins de l'humanité. Et cela à l'échelle du monde.

o o o o o

LA LIBÉRATION DE LA FEMME PASSE PAR UNE TRANSFORMATION PROFONDE DE NOS SOCIÉTÉS

Cette année, pour la première fois, quelques pays africains ont célébré le 8 mars, journée internationale de la femme. Il y a eu bien de beaux discours à cette occasion. Et au delà du caractère folklorique, et même parfois franchement démagogique de cette célébration, le 8 mars est une date historique du mouvement ouvrier.

En effet, cette date commémore les sanglants affrontements du 8 mars 1857 aux Etats Unis, entre les soldats et les ouvrières du textile en révolte contre l'exploitation et l'oppression montesuses dont elles étaient victimes. 129 ouvrières ont été sauvagement massacrées à cette occasion.

C'est en souvenir de cette lutte héroïque des ouvrières américaines que la militante révolutionnaire allemande Clara Zetkin proposa en 1910, que le 8 mars soit célébré comme journée internationale de la femme. Le 8 mars fut célébré pour la première fois en 1911, surtout aux Etats Unis et en Allemagne.

Cette année donc, l'Afrique a participé à cette célébration. En organisant ces cérémonies, nos gouvernants ont voulu faire croire qu'ils se préoccupent du sort de la femme. Mais en réalité, cela a été une occasion pour eux de faire une apparition publique, aux côtés de quelques femmes privilégiées, et surtout de prendre quelques mesures sans importance réelle pour les femmes.

Au Sénégal par exemple, la journée a coïncidé avec la troisième " quinzaine de la femme ". Le gouvernement en a profité pour annoncer entre autres, la création d'une commission dite " Intégration de la femme au développement " et celle d'un " Haut Comité National de la Femme ". Mais toutes ces manifestations et mesures gouvernementales peuvent difficilement cacher les réalités que les femmes africaines vivent chaque jour, dans leur chair et dans leur sang.

La femme en Afrique vit en effet dans les conditions les plus humiliantes, les plus révoltantes. Elle est réduite à une marchandise qu'on achète et dont on se débarrasse comme on veut. L'existence de la polygamie, érigée parfois en modèle de réussite sociale, de même que la pratique courante de la répudiation en sont quelques tristes illustrations. Chaque année, ce sont de milliers de jeunes filles qui subissent des pratiques aussi révoltantes que l'infibulation ou l'excision.

Dans nos pays le poids des traditions et des préjugés les plus rétrogrades conduisent à des actes les plus désespérés, les plus inhumains. C'est tous les jours qu'on peut lire dans tel ou tel journal africain qu'une jeune fille s'est suicidée parce qu'elle attend un enfant sans être mariée, ou qu'une jeune femme a tué son bébé qui est né en dehors du mariage. Les femmes en arrivent à de telles extrémités à cause des pressions familiales. La plupart du temps, les mesures contraceptives sont interdites soit par la religion, soit par la loi. Et quand elles ne le sont pas, les moyens contraceptifs sont difficilement accessibles pour un grand nombre de femmes.

Alors, par rapport à toutes ces conditions que vivent les femmes africaines, qu'il y ait des ministères, des commissions et même des journées pour les femmes, cela apparaît bien dérisoire. Comment imaginer en effet que par des lois ou des mesures gouvernementales (qui, de toute façon, ne seront jamais appliquées) on mette fin à des pratiques sociales, à des préjugés basés le plus souvent sur l'ignorance et la misère sociale ! Non, nos dirigeants, par leurs lois, leurs " mesures " ne font rien contre l'oppression de la femme. La plupart du temps d'ailleurs, ils sont au pouvoir et ils s'y maintiennent parce qu'ils s'appuient sur tous les préjugés de la société, y compris les préjugés réactionnaires contre les femmes.

. . . / . . .

Dans certains milieux urbains et surtout ceux de la petite bourgeoisie libérale les femmes ont la possibilité d'échapper aux aspects les plus rétrogrades de nos coutumes vis-à-vis d'elles.

Parfois, elles s'organisent pour améliorer leur sort; les révolutionnaires doivent être solidaires de leurs luttes.

Mais pour mettre fin réellement à l'oppression de la femme, pour rendre à la femme sa dignité d'être humain, c'est toute la société qu'il faudrait transformer de fond en comble. C'est notre système social actuel, basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il faut détruire. Car c'est ce système qui engendre toute les formes d'oppression, y compris celle de la femme.

Cela passe par la création de partis politiques des opprimés; des ouvriers, des paysans pauvres qui luttent pour la prise du pouvoir politique. C'est à cette condition qu'ils pourront jeter les bases d'une société sans exploiteurs et sans exploités, sans oppresseurs et sans opprimés, et construire un monde meilleur débarrassé de tous les préjugés réactionnaires.

MADAGASCAR

Ratsiraka et les jésuites : LE TORCHON BRULE - ? - IL ?

Entre le régime Ratsiraka et l'épiscopat catholique, le torchon brûlerait-il ? C'est en tout cas ce que laisse penser l'actualité malgache depuis le début de l'année.

Le père Noël Ranaivo, accusé de tentative de coup d'Etat, a été emprisonné en même temps que quelques militaires. Juste auparavant, un article du chef de clergé malgache ayant été censuré, ce dernier a quand même passé outre et décidé de le faire connaître à l'opinion publique par l'intermédiaire des curés qui sont répartis dans toute l'île.

Depuis lors, le journal LAKROA (hebdomadaire de l'église catholique publié par les jésuites) ne rate pas une occasion pour critiquer le régime. Tout d'abord c'est une relation nouvelle entre le régime et le clergé; et dans le contexte actuel cela peut avoir des incidences nationales.

Le clergé catholique a une forte influence. Il est présent dans toute l'île jusque dans les gros villages : près du 1/4 de la population malgache est catholique. Son journal LAKROA est parmi les plus importants du pays. En l'absence de partis s'affichant d'opposition - puisque tous les partis font allégeance à Ratsiraka officiellement en étant dans le FNDR (Front National de Défense de la Révolution) dirigé par lui - le clergé peut cristalliser autour de lui le mécontentement qui touche actuellement toutes les couches de la population.

Comment ont donc évolué les relations entre le régime Ratsiraka et le clergé catholique ; pourquoi le changement actuel ?

- PRES DE 10 ANS DE RELATIONS PRIVILEGIEES ENTRE L'EGLISE ET LE REGIME MILITAIRE -

Le clergé a contribué à la chute de Tsiranana. Rappelons que le Père Remy Ralibera est une grande figure politique depuis ses prises de position contre le régime Tsiranana, prises de position qui lui ont valu l'emprisonnement en 72. Actuellement Remy Ralibera dirige LAKROA et fait aussi partie des dirigeants du syndicat des journalistes.

. . . / . . .

La révolte de mai 72 a été menée sur une voie de garage par la politique modérée des organisations en présence dans le KIM (Komity Iombonan' ny Mpitolona ; Comité de coordination des luttes) où se retrouvaient les travailleurs et les étudiants de Tananarive et des autres grandes villes.

Toutes les organisations -hiérarchie catholique comprise- se contentaient de réclamer le départ de Tsiranana et son remplacement par un militaire. Pourtant tous connaissaient la modération du Général Ramanantsoa, chef de l'armée. Il était même l'ami personnel du Général Bigeard qui commandait les forces françaises stationnées à Madagascar.

Les militaires ont repris à leur compte les revendications concernant la révision des accords de "coopération" avec la France. Une politique un peu plus indépendante vis-à-vis de la France a été suivie de certaines réformes à l'intérieur (rachat des grosses sociétés, remise en place des fokonolona).

Puisque le nationalisme du régime allait dans le sens de ce que voulait la population, le clergé aussi s'est rangé derrière. Depuis 72 les relations étaient plutôt chaleureuses entre les militaires au pouvoir et le clergé catholique. Le journal Lakroa soutenait le régime et se contentait de quelques conseils pour que les choses aillent mieux. En tout cas il ne mettait pas en cause Ratsiraka et sa politique.

Ratsiraka a inauguré les hostilités en emprisonnant le Père Ranaivo (fin janvier 82), en l'accusant d'avoir voulu assassiner le président avec des armes et de la sorcellerie. Depuis lors, Lakroa critique ouvertement le président.

Par exemple le Lakroa du 21 février ne cite du discours de Ratsiraka qu'un extrait de 5 lignes : "Réfléchissez bien (...) lisez bien l'histoire de l'homme ; que ce soient les écritures saintes ou l'histoire des autres nations, ou celle de la notre ! Et vous y verrez clairement les leçons ineffaçables... L'histoire est un continuuel recommencement(...)"

Le journaliste s'est ensuite lancé dans un long commentaire en comparant le chef de l'Etat à Tsiranana, à Jaruzelsky, aux généraux du Salvador et même aux gouverneurs romains du temps de Jésus ! Le journaliste affirme ensuite que tous ont utilisé le mensonge et la violence pour garder le pouvoir.

Toujours dans le même n° de Lakroa, Remy Ralibera affirme : "si on avait continué le reboisement depuis 1972 jusqu'à maintenant et si on avait supprimé les feux de brousse, est-ce qu'il y aurait eu les grandes sécheresses comme celles de 1980 et de 1981 (...) et est-ce que les inondations seraient aussi importantes que maintenant ?"

Comme on le voit, les curés semblent vouloir faire feu de tout bois contre Ratsiraka.

Mais entre 1973 et maintenant, ce ne sont pas les militaires qui ont changé de politique. L'opposition du clergé vient plutôt du fait que le régime est usé auprès de la population, car il n'a mis fin ni à la corruption ni à la misère. Et le clergé suit la vague.

.../...

- QUE VEULENT DONC LES CURÉS ?

On pourrait dire : d'abord répandre leur religion.

Pendant la période des comptoirs, puis la colonisation, le clergé a été un auxiliaire de l'impérialisme. Rémy Ralibera lui-même admet cela.

Après l'indépendance le clergé s'est rangé derrière Tsiranana ... jusqu'à ce qu'il soit largement contesté.

Rangé derrière les militaires depuis 73 le clergé s'apprête à s'en séparer pour les mêmes raisons. Les curés veulent être "dans le vent" pour garder leur audience et amener plus facilement les gens à leur église -tout en gardant fondamentalement la société telle qu'elle est-.

Car même quand ils sont opposants, les curés marquent bien les limites de leur contestation. Un n° du Lakroa (fin janvier) a publié une "lettre de l'Episcopat" (organisme qui dirige l'Eglise catholique) qui demande au gouvernement de reprendre la situation en main (sur tous les plans) soi-disant pour "empêcher le règne de l'anarchie" (fanjakan'ny baroa).

Bien sûr quand l'arbitraire et les injustices sont trop criants, le clergé peut en être choqué —tout comme certains bourgeois bien remplis de viande—. Ils peuvent vouloir un régime qui atténue les aspects les plus criants de la société d'exploitation. Ils le font d'autant plus ouvertement qu'une partie importante de la population montre son mécontentement. Cela peut suffire à faire d'eux un pôle d'attraction de tous les mécontents, comme cela s'est passé en Iran avec les ayatollah.

Tôt ou tard les révoltes éclateront, comme elles ont éclaté en 1971 ou 1972, car la société actuelle est explosive à plus d'un titre. Seront-elles amenées sur une voie de garage comme celle de 1972 ?

Les hiérarchies religieuses vont dans ce sens. Car elles font partie des facteurs de conservation de la société actuelle avec ses privilégiés qui vivent de l'exploitation du reste de la population ; ne serait-ce qu'en faisant croire que tous les croyants sont frères même s'il y en a qui vivent du travail des autres.

Tout le problème est de faire en sorte que la révolution à venir aboutisse à des changements véritables, pas seulement à un changement à la tête de l'Etat. Pour cela il faut que les exploités et les laissés pour compte se donnent une organisation politique qui disputent aux curés et aux organisations nationalistes l'initiative de proposer autre chose... mais vraiment une autre société.

SALVADOR] des élections sous la contrainte des armes

Les résultats des élections au Salvador n'ont surpris personne. Il n'y avait que des partis de droite et d'extrême-droite qui s'y présentaient. Et si l'actuel dictateur Duarte, représentant la Démocratie Chrétienne, a eu, à lui tout seul, 41% des suffrages, c'est la coalition de la droite et de l'extrême-droite du leader d'Aubuisson qui a remporté la victoire.

Bien entendu les organisations d'opposition de guérilla ont été absentes de ces élections et ont profité de cette mascarade électorale pour mener une offensive militaire jusqu'à la capitale, San-Salvador, afin de boycotter celles-ci. Par ces élections le dictateur en place Napoléon Duarte voulait donner à sa dictature une apparence démocratique et un caractère légitime. Et pour cela il avait l'appui de l'impérialisme américain.

Si les élections ont eu lieu malgré le boycottage des guérilleros, par contre le caractère de l'élection prétendue libre a été complètement raté. Les élections se sont déroulées sous le contrôle de l'armée. Pour intimider et forcer la population à aller voter, les cartes d'identité des électeurs étaient tamponnées. Des numéros spéciaux sur les bulletins de vote pouvaient détecter les mauvais électeurs. Les files d'attente devant les bureaux de vote étaient encadrées par l'armée et des bandes de tueurs d'extrême-droite.

La population du Salvador vit sous l'exploitation et la domination d'une oligarchie des grands propriétaires fonciers. On les appelle dans le pays, "les 14 familles" ; ils dominent le pays, détiennent toutes les richesses et la majorité des terres. La production du café, du coton et du sucre est entre leur main. Et l'impérialisme américain, par l'intermédiaire des banques et des agences de crédit, a la main-mise directe sur l'économie du pays.

La crise économique a eu des conséquences désastreuses au Salvador. Le nombre de chômeurs a augmenté et la misère aussi. Les travailleurs et les paysans pauvres, encadrés par des organisations nationalistes radicales sont entrés en lutte en 1979. Pour en finir avec une agitation croissante provoquée par la misère, pour éviter que le Salvador ne s'écarte de son influence comme le Nicaragua, les Etats-Unis ont favorisé la venue au pouvoir de la junte militaire de Napoléon Duarte, par un coup d'Etat. Ce dernier est considéré comme un modéré prêt à libéraliser la vie politique et sociale. Il a même préparé un projet de réforme agraire, un des problèmes cruciaux au Salvador.

Le simple fait d'entendre parler de ce projet a provoqué la hargne de l'extrême-droite et de la droite, les partisans des "14 familles", de l'oligarchie. La répression est de plus en plus féroce. Les militants de l'opposition, des paysans des régions contrôlées par les guérilleros sont massacrés, torturés, assassinés. En octobre 81, la Commission des Droits de l'Homme a dénombré 30 450 personnes tuées.

Aubuisson, celui qui vient de remporter la victoire électorale, est justement le représentant de la coalition de cette droite qui a ses hommes dans la police et l'armée. Il a des troupes para-militaires indépendantes. Et l'impérialisme américain est prêt à composer avec ces hommes qui veulent mettre au pas la population du Salvador.

Cet impérialisme n'a pas de scrupule lorsqu'il prétend être pour la démocratie et la liberté en Pologne ou ailleurs. Cet impérialisme protège les pires dictatures en Amérique Latine et partout dans le monde.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.